



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Préfet des Côtes d'Armor

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
PRÉVENTION DES RISQUES  
ENVIRONNEMENTAUX

## Rapport à soumettre à l'avis du CODERST

Transmis le 9 septembre 2014

Dossier suivi par : MARC Anthony  
Suivi administratif : MENGUY Patricia

### IDENTIFICATION DU PETITIONNAIRE :

Nom ou raison sociale : **Monsieur le gérant GAEC DES GRANDS CHAMPS**

Associé : HAQUIN Jimmy Date de naissance : 03/10/1980

Associé : HAQUIN Daniel Date de naissance : 12/03/1953

Adresse : Les Grands Champs - 22270 JUGON LES LACS

**N° de dossier : 1033-5**

**N° ICARE : 20030664**

**Type de dossier :** Extension

**Régime :** Autorisation

**Date de dépôt :** ouvert le : 16/12/2013

**Objet de la demande :** Restructuration interne d'un élevage de volailles avec augmentation de la production et mise aux normes du plan de gestion des déjections avec création d'une nouvelle unité de compostage.

### SITUATION DE L'INSTALLATION :

N° SIRET : 48250369500033

N° PACAGE : 022064285

IED : Oui

Siège B V Phosphore : retenue de l'arguenon

Siège sur bassin versant : Barrage de l'Arguenon à PLEVEN

### Terres exploitées en propre sur Bassin Versant :

Année	Bassin du	Type BV	Surface
2011	Barrage de l'Arguenon à PLEVEN	BVContentieux	4,86
2011	Barrage de l'Arguenon à PLEVEN	BV_Phosphore	4,86

### Effectifs de l'élevage concernés par l'installation classée :

Site concerné	Type Animal	Autorisé	Aut Eq	Régularisé	Créé/Supprimé	Final	Equivalents
Les Grands Champs - JUGON-LES-LACS	Poulet léger (export) : Standard	108220	91987	0	-108220	0	0
Les Grands Champs - JUGON-LES-LACS	Coquelet : Standard	0	0	0	144293	144293	108220
<b>Total</b>			<b>91987</b>				<b>108220</b>

### Nomenclature installations classées :

Nomenclature	Nombre d'animaux	Nombre d'emplacements	Nombre d'Animaux - Equivalents
Nomenclature rubrique : 2111-1 - Type : Volailles	144 293		108 220
Nomenclature rubrique : 3660 a) – Type : Elevage intensif de volailles	144 293	144 293	

AUTRES EFFECTIFS EXPLOITES PAR LE GAEC DES GRANDS CHAMPS : 40 000 Coquelets sur le site « Le Bois Touchard » en TRAMAIN.

**Site(s) de l'exploitation :**

Site Principal	Site	Commune	Canton	En ex-ZAC	En ex-ZES(seuil traitement à 20000kg)	En ZAR	Ancien Seuil traitement	Ancien Seuil épandage	Ancien Sous Plafond
oui	Les Grands Champs	JUGON-LES-LACS	JUGON-LES-LACS	oui	oui	oui	12500	60	40

**Gestion des déjections :**

**\* Capacités de stockage :**

Ouvrage	En nombre de lots de fumiers
unité de compostage	2
hangar de stockage de l'engrais organique	2

**\* Plan d'épandage :**

Type exploitant	Nom Adresse	Surface totale	SPE Cultures	SPE Prairies	SPNE	SRD	Pétitionnaire	Prêteur	Autre	Pression Organique en P205 sur SRD	Pression Organique en N sur SAU
Demandeur	GAEC DES GRANDS CHAMPS - Les Grands Champs JUGON-LES-LACS	0	0	0	0	0	0		0	0	0
<b>Total</b>							<b>0</b>				

**\* Traitement ou transfert :**

Traitement	Azote entrant	P205 entrant	Azote éliminé	P205 éliminé	Station	Azote export	P205 export	Convention
GAEC DES GRANDS CHAMPS	0	0	0	0		19967	12662	27/10/2013

**\* Bilan sur l'exploitation du demandeur :**

	Azote	Phosphore
Réduction Biphase	0	0
<b>Organique Produit</b>	<b>19967</b>	<b>12662</b>
Modification mode production	0	0
<b>Organique à Gérer</b>	<b>19967</b>	<b>12662</b>
dont non maîtrisable	0	0
dont maîtrisable	19967	12662
Epandu chez des tiers	0	0
Azote échangé (import-export)	0	0
Transfert	19967	12662
Traitement	0	0
<b>Reste exploitation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Contexte de l'élevage :**

**\* Distance par rapport aux tiers :**

Poulaillers: 235 m

Unité de compostage: 360 m

**\* Distance par rapport aux points d'eau :**

Poulaillers: 459 m

## AVIS DU SERVICE RAPPORTEUR AU CODERST

### Objet de la demande :

Le dossier présenté à l'instruction par le GAEC DES GRANDS CHAMPS a pour objet :

- la régularisation de la production d'azote de l'atelier volaille suite à un contrôle réalisé par le service P.R.E de la D.D.P.P ;
- la restructuration interne d'un atelier avicole de volailles de chair avec l'augmentation du nombre d'emplacements et du nombre d'animaux équivalents sur l'installation, à surface de bâtiment constante;
- la création d'une nouvelle unité de compostage sur le site ;
- l'arrêt de l'atelier de veaux de boucherie et d'un atelier avicole repris dans le cadre du projet;
- la mise à jour du mode de gestion des déjections produites sur l'exploitation.

### Historique :

Le GAEC DES GRANDS CHAMPS bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 5 avril 2004, pour l'exploitation d'un élevage avicole d'une capacité maximale de 108 220 animaux-équivalents ou 108 220 emplacements répartis en 108 220 poulets légers. En effet, au moment de la rédaction de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant, la rubrique 2111 de la nomenclature des installations classées prévoyait qu'un poulet léger valait un animal-équivalent. La rubrique 2111 applicable à la date de l'instruction du présent dossier prévoit qu'un poulet léger vaut 0.85 animal-équivalent. 108 220 poulets légers valent donc 91 987 animaux-équivalents.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 avril 2004 a été délivré après une enquête publique qui a été réalisée du 4 juin au 4 juillet 2002.

La production globale d'azote organique autorisée sur l'installation est de 16 620 unités par an. Cette production d'azote avait été calculée dans le dossier en se basant sur un forfait de 4.3 UN/m<sup>2</sup> de bâtiment soit pour 3 865 m<sup>2</sup> de surface, 16 620 UN/an.

Le pétitionnaire exploite, par ailleurs, un atelier de veaux de boucherie de 199 places ainsi que 3 chevaux.

Au total, la production d'azote organique à gérer sur l'installation est de 18 027 unités par an.

Le plan de gestion des déjections prévoit :

- l'épandage de 238 UN par an sur les 1.62 Ha de SAU exploitées par le pétitionnaire soit une pression moyenne de 147 UN/Ha de SAU ;
- le transfert, via la SARL N2TA, de 17 789 UN par an sous forme de compost.

Le pétitionnaire dispose, sur le site d'exploitation, de 3 poulaillers d'une surface unitaire de 1 015 m<sup>2</sup> pour le P1, de 1 350 m<sup>2</sup> pour le P2 et de 1 500 m<sup>2</sup> pour le P3, soit un total de 3 865 m<sup>2</sup> de surface d'élevage.

Le site d'exploitation abrite également :

- une station de compostage de marque VAL'ID constituée d'un silo équipé d'un système d'aération forcée ;
- un hangar de stockage du compost d'une surface de 271 m<sup>2</sup> disposant d'une dalle bétonnée.

Il faut noter que le pétitionnaire exploite par ailleurs, à TRAMAIN, au lieu-dit « Le Bois Touchard », un élevage avicole composé d'un poulailler de 1 200m<sup>2</sup>.

Le GAEC DES GRANDS CHAMPS bénéficie, pour ce site d'exploitation, d'un récépissé de déclaration du 15 novembre 1991 pour l'exploitation d'un élevage avicole d'une capacité maximale de 27 000 animaux-équivalents (9000 dindes médium).

Un contrôle des ateliers exploités par le pétitionnaire a été réalisé par le service P.R.E. de la D.D.P.P le 18 septembre 2013. Ce contrôle a permis de constater notamment :

- Le non respect du type de production déclaré sur le site « Le Bois Touchard » en TRAMAIN ;
- Le non respect du plan d'épandage autorisé ;
- L'arrêt de l'atelier veaux de boucherie ;

Suite à ce contrôle, le pétitionnaire a déposé, le 16 décembre 2013, un dossier installation classée pour le site « Le Bois Touchard » en TRAMAIN et un dossier installation classée pour le site « Les Grands Champs » en JUGON LES LACS objet de la présente instruction.

Le GAEC DES GRANDS CHAMPS bénéficie dorénavant, pour Le site « Le Bois Touchard », d'un récépissé de déclaration du 20 décembre 2013 pour l'exploitation d'un élevage avicole d'une capacité maximale de 30 000 animaux-équivalents (40 000 coquelets).

### **Evolutions apportées au fonctionnement de l'installation :**

Le dossier du pétitionnaire annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 avril 2004 prévoyait uniquement l'élevage de poulets de chairs pour un cheptel maximum à la mise en place de 108 220 poulets de chairs (108 220 poulets légers) soit 108 220 animaux-équivalents.

Le GAEC DES GRANDS CHAMPS souhaite pouvoir apporter de la souplesse dans le fonctionnement de son exploitation agricole et souhaite également actualiser les paramètres de mises en place au regard des pratiques observées aujourd'hui. Le pétitionnaire envisage donc de pouvoir élever différents types de volailles de chairs sur son installation.

Les conduites, envisagées après-projet, sont répertoriées dans le tableau situé ci-dessous :

	Densité à la mise en place (animaux/m <sup>2</sup> )	Animaux mis en place dans les 3 865 m <sup>2</sup> de bâtiments ou emplacements	Règle d'équivalence rubrique 2111	Nombre d'animaux-équivalents à la mise en place
Coquelet	37.33	<b>144 293</b>	0.75	<b>108 220</b>
Poulet léger	30	115 950	0.85	98 558
Poulet standard	24	92 760	1	92 760
Poulet lourd	21	81 165	1.15	93 340
Pintade	16	61 840	1	61 840
Dinde légère	10	38 650	2.2	85 030
Dinde médium	7.5	28 988	3	86 963

On constate, à la lecture de ce tableau, que La conduite qui générera le plus d'emplacements et le plus d'animaux équivalents est la conduite en coquelets puisque 144 293 coquelets seront mis en place soit 144 293 emplacements pour 108 220 animaux-équivalents.

L'augmentation du nombre d'emplacements sur l'installation est donc de 36 073 et l'augmentation du nombre d'animaux équivalents est, à référence constante (valeur d'A.E de la rubrique 2111 de la nomenclature) de 16 233 animaux équivalents.

La conduite qui générera la production la plus importante d'azote et de phosphore organique sur l'installation est la conduite en poulets lourds. En effet, au maximum 6 bandes de 81 165 poulets lourds seront produites par an soit un maximum de 486 990 poulets lourds produits sur l'année.

La production de poulets lourds envisagée générera, à raison d'un rejet de 41 grammes d'azote par animal produit et d'un rejet de 26 grammes de phosphore par animal produit (référence ITAVI 2013), une production annuelle de 19 967 UN et 12 662 UP2O5.

Le plan de gestion des déjections proposé dans le dossier prévoit l'élaboration sur l'exploitation d'un engrais organique conforme à la norme NFU 42-001 et/ou NFU 44-051 après compostage des fumiers produits.

Pour ce faire, le pétitionnaire souhaite arrêter l'utilisation de son silo équipé d'un système d'aération forcée qui sert actuellement à la mise en œuvre du compostage sur l'installation.

En effet, l'exploitant souhaite construire un hangar disposant d'une dalle bétonnée d'une surface totale d'environ 639 m<sup>2</sup> (23.66 mètres sur 27 mètres) pour une surface utile de 601 m<sup>2</sup>, surmontée de 3 mur en béton banché. Le hangar sera bardé sur 3 côté en bois claire voie et la toiture sera constituée de tôles fibrociment. En outre, une dalle bétonnée de 120 m<sup>2</sup> soit (24 mètres sur 5 mètres) sera implantée en entrée du hangar.

L'unité de compostage implantée sur le site « Les Grands Champs » sera utilisée pour composter les fumiers produits sur le site « Les Grands Champs » ainsi que les fumiers produits sur le site « Le Bois Touchard ».

Au global, 26 166 UN et 16 593 UP2O5 correspondant à 861 tonnes de fumiers seront donc introduites en compostage dans l'installation.

Le choix de la surface retenue pour la construction du hangar est basé sur les paramètres suivants :

- production annuelle de fumier à gérer = 861 tonnes par an (204 tonnes de fumier en provenance du site « Le Bois Touchard » et 657 tonnes en provenance du site « Les Grands Champs » soit environ 170 tonnes/an/1000 m<sup>2</sup> de bâtiment) ;
- densité du fumier = 500 kg/m<sup>3</sup> ;
- Nombre de m<sup>3</sup> à gérer par an = 1 722 (861/0.5) ;
- Nombre de lot par an = 6 ;
- Volume de fumier par lot = 287 m<sup>3</sup> ;
- Largeur des andains = 3.5 m (mise en place par épandeur à hérissons verticaux) ;
- Hauteur maximale des andains = 1.8 m ;
- Volume stocké par mètre linéaire (ml) = 4m<sup>3</sup>/ml ;
- Longueur d'andain nécessaire par lot = 72 m (287/4).

Dans la pratique, l'exploitant mettra en place, dans la phase de compostage active, 3 andains de 24 mètres de long qui occuperont une surface au sol de 10.5 mètres de large (3.5\*3) soit une emprise totale au sol de 252 m<sup>2</sup> pour chaque lot.

Après cette phase de compostage active, une phase de maturation, d'une durée de 45 jours sera également réalisée dans le hangar. Considérant la perte de volume liée à la phase de compostage active, le volume de compost en maturation à stocker sera de l'ordre de 232 m<sup>3</sup>/lot. L'exploitant réalisera alors 3 andains de 19 mètres de long qui occuperont également une surface au sol de 10.5 mètres de large, soit une emprise totale au sol d'environ 200 m<sup>2</sup>.

Au global, la surface utile nécessaire pour le compostage est de 452 m<sup>2</sup> pour une surface utile disponible, après-projet, de 601 m<sup>2</sup>. Le hangar en projet est donc suffisamment dimensionner pour permettre la réalisation du compostage. Il faut noter que la plate-forme bétonnée en projet de 120m<sup>2</sup> attenante au hangar de compostage sera utilisée dans le cadre des opérations de retournement d'andains.

Après la phase de maturation, le produit fini, correspondant à un engrais organique conforme à la norme NFU42-001 et/ou NFU44-051 sera ensuite stocké dans un hangar existant, disposant d'une dalle bétonnée d'une surface utile de 271 m<sup>2</sup> (24.25 mètres sur 11.2 mètres), surmontée de 3 mur en béton banché. Le hangar est bardé sur 3 côté en bois claire voie et la toiture est constituée de tôles fibrociment. Le hangar de stockage permettra de pouvoir stocker deux lots de compost en attente de commercialisation.

L'engrais organique produit sera ensuite commercialisé directement par l'exploitant, à destination d'agriculteurs dont les exploitations se situent essentiellement dans la région Centre.

Le hangar en projet est implanté à plus de 450 mètres du cours d'eau le plus proche, à plus de 300 mètres du point d'eau le plus proche (forage de l'exploitation) et à environ 360 mètres au Nord-Ouest de l'habitation du tiers le plus proche.

Par ailleurs, dans le cadre du projet, deux sites d'exploitations sont désaffectés :

- Un site d'élevage de poulettes démarrées localisé sur la commune de JUGON LES LACS, au lieu-dit « Goêlan ». Ce site qui comprenait un poulailler de 1 360 m<sup>2</sup> était préalablement exploité par Monsieur SAVE serge qui disposait d'un récépissé de déclaration pour un cheptel maximum de 19 800 animaux-équivalents. Ce site a été repris en 2011, par le GAEC DES GRANDS CHAMPS, qui envisageait d'effectuer une restructuration externe afin d'augmenter la capacité de production sur le site des « Grands Champs » en JUGON LES LACS. Néanmoins, depuis la publication de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, le pétitionnaire n'a plus la nécessité de procéder à une restructuration externe pour pouvoir augmenter la production animale sur son exploitation.
- Un site d'élevage de veaux de boucherie localisé sur la commune de PLESTAN, au lieu-dit « Trémaudan », pour lequel le GAEC DES GRANDS CHAMPS bénéficie d'un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 23 avril 2002 pour l'exploitation d'un élevage de 199 places de veaux de boucherie.

Le pétitionnaire a fourni, dans son dossier, deux notices relatives à la remise en état des sites.

Ces notices détaillent le devenir des sites, qui seront conservés pour le stockage de petit matériel, les mesures qui seront mises en œuvre afin de les sécuriser et les mesures qui seront mises en œuvre afin d'évacuer les déchets.

## **Conclusion :**

Considérant que le projet de l'exploitant a pour objectif de mettre à jour les modalités de conduite de son installation ainsi que la gestion des déjections sans modification de la structure d'élevage.

Considérant que les fumiers produits sur l'installation seront intégralement transformés en engrais organique conforme à la norme NFU 44-051 et/ou NFU 42-001 dans l'unité de compostage en projet. Les engrais organiques produits seront ensuite intégralement commercialisés par l'exploitant.

Considérant que l'unité de compostage en projet sera implantée à distance réglementaire des tiers, des points d'eau et des cours d'eau.

Je vous propose d'émettre un avis favorable à la demande du pétitionnaire, sous réserve du respect des prescriptions incluses dans le projet d'arrêté suivant :

## **ARTICLE 1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

### **1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

Le GAEC DES GRANDS CHAMPS, ci-après dénommée l'éleveur, sise à JUGON LES LACS au lieu dit « Les Grands Champs » est autorisé à exploiter, à cette adresse, un élevage de volailles sur litières (coquelet, poulet léger, poulet standard, poulet lourd, dindes légères, dindes médium et pintade) conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, **sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté** et sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 19 967 unités par an .

1.2. - Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Référence des articles correspondants du présent arrêté
AP du 05 avril 2004	Article 1 et 4	Articles 1 à 6

## **ARTICLE 2 - NATURE DES INSTALLATIONS**

### **2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2111	1)	A	Elevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Classé au titre de la rubrique n°3660		1 coquelet = 0.75 AE	108 220	AE
3660	a)	A	Elevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Nombre total d'emplacements	> 40 000 emplacements	1 place de coquelet = 1 emplacement	144 293	Emplacements

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Elevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6.6 a)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Elevage intensif de volailles et de porcins" de juillet 2003.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

## 2.2 Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
JUGON LES LACS	Elevage de volailles	Section ZA	N° : 85, 145, 147, 149 et 160

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

## **ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).**

### 3.1. - Aménagement des bâtiments:

3.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3 865 m².

3.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

3.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

### 3.2. - Sécurité :

3.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

3.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

3.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité minimale de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

3.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

3.3. - Transfert des effluents bruts :

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ.
- Le type de produit.
- Les quantités enlevées en tonnes et en m3.
- La dénomination de l'exploitant, son adresse et la parcelle de destination.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

#### **ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.**

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

4.1 - Installation de compostage.

4.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

4.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU 42-001 et/ou NFU 44-051.

4.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.



Le hangar de compostage dispose d'une surface utile de 601 m<sup>2</sup>. L'éleveur dispose en outre d'un hangar d'une surface au sol de 271 m<sup>2</sup> afin de stocker le produit fini.

4.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

4.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

4.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

4.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

4.1.8. - La fabrique d'engrais et de support de culture entrera en fabrication 657 tonnes de fumier correspondant à 19 967 unités d'azote provenant du site « Les Grands Champs» et 204 tonnes de fumier correspondant à 6 199 unités d'azote provenant du site « Le Bois Touchard » en TRAMIAN. Les deux sites étant exploités par le GAEC DES GRANDS CHAMPS.

4.1.9. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus 6 mois après la date du présent arrêté.

4.2. - Exploitation - entretien.

4.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

4.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

4.2.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

4.2.3.1. Le process doit respecter un minimum de deux retournements ou une aération forcée et l'exploitant doit s'assurer du maintien d'une température supérieure à 55°C pendant 15 jours ou de 50 °C pendant 6 semaines.

L'exploitant doit disposer d'une sonde de température et effectuer au moins les relevés suivants : (J correspondant au jour de chaque retournement.)

- 1ère mesure à J + 2 jours
- 2ième mesure à J + 5 jours
- 3ième mesure à J + 12 jours

Ces opérations sont renouvelées à chaque retournement.

4.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- les dates des retournements ultérieurs,
- la date de l'entrée en maturation,
- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

4.2.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

4.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

4.2.3.5. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

4.2.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

#### 4.2.4 Utilisation du compost.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et  $\text{NH}_4$ ,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{K}_2\text{O}$ .

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports de cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, œufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

#### 4.3. Gestion des flux - Traçabilité

L'éleveur assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2780 pour 861 tonnes de compost par an soit 26 166 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de transfert, les produits repris devront être épandus en dehors des communes situées antérieurement en zone d'excédent structurel et en dehors des parcelles situées en bassins connaissant d'importantes marées vertes.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en  $\text{m}^3$ ,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en  $\text{m}^3$ , la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

#### **ARTICLE 5 : MTD**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### **ARTICLE 6 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et annexés au présent arrêté. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

***Pour le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations  
Vu et transmis le 3 septembre 2014***

***SIGNE***

***Le responsable du pôle  
Instruction élevages***

***Yannick CORNEC***

***SIGNE***

***L'inspecteur de l'environnement***

***MARC Anthony***